

Service Pénitentiaire

Prison de

Ruhengeri
KIGALI

12840

Fm. et frais payés le 29-2-52
(Avis du Parquet)

RE 5544

Nom : NYUBAHAOrigine : GuhungweChefferie : BushiruTerritoire : RuhengeriProfession : CultivateurN° du R.E. : 5544 - 12840

Formule dactyloscopique : _____

Arrêté le : 2-1-1952Condamné le : 1-2-1952Diq mois de SPD
200f. am ou un mois SAS
62f. frais ou 7 jours CAC1/4 de peine : 1-4-52Sorti le : 28-10-52 / 27-11-52 / 4-12-52sortis le 28/10/52 (a. 2)Transféré le : 4-1-52 à Kigali

Rapatrié le : _____

Expulsé le : _____

Décédé le : _____

Ruhengeri



9717

LE GARDIEN,

Territoires

Ruanda - Urundi

Ruanda - Urundi

GEWESTEN

N° 11/3/692

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden : nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op n°

du 19
van

ANNEXE

Bijlage

OBJET :

Voorwerp :

Libération conditionnelle.

Transmis à Monsieur le Gardien de prison
à Ruhengeri, une ampliation d'une ordonnance
en date du 5 juillet 1952 accordant la ~~mise~~
~~en~~ libération conditionnelle du détenu NUBAHA
RE 12840.

Usumbura, le 9 juillet 1952.-
Le Chef du Service du Contentieux
et de la Justice, a.i.
J. BARBIER



R.M.P.....

Rég. écrou :...**12840/Ruhengeri**

ORDONNANCE
Le Vice-Gouverneur Général faisant fonctions

Le Gouverneur du ~~Territoire~~ Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu, spécialement en sa section VIII (Livre premier) le decret du 30 janvier 1940 formant Code pénal rendu exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi par ordonnance 43/Just. du 18 mai 1940 ;

Vu l'ordonnance 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi, l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération conditionnelle.

Ordonne :

Article premier.

Le nommé **NUBAHA**

condamné par jugement du tribunal.....**T.R.R.**.....

en date du.....**1.2.52**.....à une peine de.....**dix mois**.....

de servitude pénale, est mis en liberté conditionnelle.

Article 2.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le....**5 juillet**.....195**2**.

A. CLAEYS BOUUAERT,

Pour copie certifiée conforme :

Usumbura, le....**9.7**.....195**2**.

Le Chef du service de la Justice
et du Contentieux, **a.i.**

J. BARBIER



Billet d'élargissement.

Le nommé NUBABA
fils de Kangukulera (1), et de Mwiranshuye (1)
Chefferie Buhoma, sous-chefferie Buhiride
colline Ayinyo, race Mukutu
territoire de Ruhengeri
condamné par le Tribunal de Résidence du Ruanda
en date du 1/2/52
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 10 mois
de servitude pénale subsidiaire de -
a (ou le) contrainte par corps de -

Ruhengeri, le 22/7/ 1952
Le Gardien de Prison,

P.O. *[Signature]*

R.M.P.....

Rég. écrou :... **12840/Ruhengeri**

ORDONNANCE
Le Vice-Gouverneur Général faisant fonctions

Le Gouverneur du ~~Territoire du~~ Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu, spécialement en sa section VIII (Livre premier) le decret du 30 janvier 1940 formant Code pénal rendu exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi par ordonnance 43/Just. du 18 mai 1940 ;

Vu l'ordonnance 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi, l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération conditionnelle.

Ordonne :

Article premier.

Le nommé **NUBAHA**

condamné par jugement du tribunal..... **T.R.R.**

en date du..... **1.2.52** à une peine de..... **dix mois**
de servitude pénale, est mis en liberté conditionnelle.

Article 2.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le..... **5 juillet** 1952.

A. CLAEYS BOUUAERT,

Pour copie certifiée conforme :

Usumbura, le... **9.7** **1952**...

Le Chef du service de la Justice
et du Contentieux, **a.i.**

J. BARBIER



[Handwritten signature]

Billet d'élargissement.

Le nommé NUBABA
fils de Kamugahera (+), et de Mpiransebuye (+)
Chefferie Bukoma, sous-chefferie Buhirika
colline Akinyo, race Mukutu
territoire de Ruhengeri
condamné par le Tribunal de Résidence du Ruanda
en date du 1/2/52
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 10 mois
de servitude pénale subsidiaire de -
a (ou le) contrainte par corps de -

Ruhengeri le 22/7/ 1952
Le Gardien de Prison,

P.O. 14/11/52
22/7/52

Ng.E.

12840

A Monsieur le Gardien de
la Prison Centrale
à KIGALI.-

Le nommé :.....NU BAHU.....

Aff. R.M.P. n°2296/I.....R.P. N°.....494.....R.P.A. N°.....

a payé le19.....2-1956.....

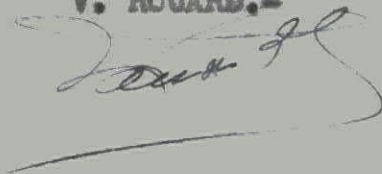
Amende :.....200/-.....

Frais procès :.....60/-.....

Domages et Intérêts :

Kigali, le6.....8.....1956.....

LE SECRETAIRE DU PARQUET,
V. ROUARD.-



REQUISITION

à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de
Conseil de guerre de

12840

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

condamné par jugement du { Tribunal de
Conseil de guerre de

du 19... , devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A le 19...

L'Officier du Ministère Public,

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA SEANT A KIGALI Y SIERGEANT
EN MATIERE REPRESSIVE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 1 FEVRIER 1952.

EN CAUSE:
MINISTERE PUBLIC
CONTRE:

NUBAHA, munywanda, muhutu, fils de Kanzegubera (dcd) et de Nyirankwye (dcd) originaire de la colline Muhungwe, chefferie Bushiru, territoire de Kisenyi, résidant à la colline Ryinyo, chefferie Buhoma, territoire de Ruhengeri; détenu à la prison de Kigali;

VU par le Tribunal de Résidence du Ruanda seant à Kigali y siégeant en matière répressive la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus, pour avoir:

A la colline Ryinyo, chefferie Buhoma, territoire de Ruhengeri, Résidence du Ruanda, dans la nuit du 23 au 24 décembre 1951, frauduleusement soustrait au préjudice de l'indigène MUGABUS/SHAKA, le contenu d'un panier de haricots valant 60 francs avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans une maison habitée par le préjudicié; infraction prévue et punie par les articles 79 et 81 du Code Pénal, Livre II;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expressément à son droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions et conclusions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

SUR quoi le Tribunal prononce sur les bancs le jugement dont les termes sont repris ci-après:

ATTENDU que le prévenu NUBAHA reconnaît avoir à la colline Ryinyo, le 24 décembre 1951 vers 1,50 heure du matin profité de l'obscurité de la nuit pour pénétrer dans l'enclos entourant la hutte de MUGABUS/SHAKA, enclos où se trouvait un panier de haricots valant 60 francs et appartenant au dit MUGABUS/SHAKA;

QU'il reconnaît avoir versé les haricots dans un panier apporté dans cette intention mais déclare n'avoir pu l'emporter par suite de l'arrivée soudaine du propriétaire qui l'appréhenda et reprit son bien;

ATTENDU que le vol commis dans les dépendances d'une maison habitée est prévu et sanctionné par les articles 79 et 81 du Code Pénal, Livre II;

ATTENDU que la victime étant rentrée en possession de son bien il n'y a pas lieu à allocation de dommages intérêts;

ATTENDU quant à la peine qu'il échet de retenir à charge du prévenu le fait qu'il est un récidiviste;

QU'il reconnaît en effet avoir été condamné deux fois pour vol, la première à un mois de servitude pénale, seconde en 1948 à trois ans;

PAR CES MOTIFS

VU les articles 5-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17 du Code Pénal, Livre I;

VU les articles 79 et 81 du Code Pénal, Livre II;

VU le décret du 11 juillet 1943 formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale; le décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda Urundi par ordonnance du 18 mai 1940; le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu NUBAHA et en conséquence le condamne de ce chef à DIX MOIS de servitude pénale et à DEUX CENTS FRANCS d'amende;

FIXE à UN MOIS la durée de la servitude pénale subsidiaire à subir en cas de non paiement de cette amende dans le délai légal;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de SOIXANTE ET UN FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie lésée indigène du Ruanda: ^{sur} rundi:

DIT qu'il n'y a pas lieu à allocation d'office de dommages intérêts au plaignant celui-ci étant rentré en possession des haricots lui soustraits par NUBAHA;

AINSI juge et prononcé à l'audience publique du 1 février 1900 cinquante et un à Kigali à laquelle siégeaient Messieurs:

DANIEL VAUTHIER,
CHARLES SACRE,
VICTOR ROUARD,

JUGE SUPPLÉANT,
OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC,
GREFFIER,

LE GREFFIER,

LE JUGE SUPPLÉANT,

V. ROUARD.

D. VAUTHIER.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA,
SEANT A KIGALI.-

Reg. du M.P. No 2256/S.-

Reg. du rôle. No 496/TRR.-

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance du
Ruanda-Urundi résidant à Kigali.-En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923;Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali;
de recevoir et emprisonner le nommé NIBAHU, munyarwanda, préqualifié, dét
détenu à la prison de Kigali;condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali;
en date du 1er Février 1952 devenu irrévocable le 11 Février 1952.-
à DIX MOIS de S.P.P. et 200 francs d'amende;
du chef de (voir au verso).-

Kigali, le 4 février 1952.-

L'Officier du ministère Public,
CH. SACRE.-

RESUME DES FAITS:

RESOLUTION

TRIBUNAL

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Avoir à la colline Rginyo, chefferie Buhoma, Territoire de Ruhengeri, Résidence du Ruanda, dans la nuit du 23 au 24 Décembre 1951, frauduleusement soustrait au préjudice de l'indigène MUGABUSHAKA, le contenu d'un panier de haricots valant 60 francs, avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans une maison habitée par le préjudicié; infraction prévue et sanctionnée par les articles 79 et 81 du Code Pénal Livre second;

L'Officier du ministère Public

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante deux le septième jour du
 mois de janvier suppléant
 Par devant Nous D. VAUTHIER Juge ~~de~~ Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge du Tribunal de Police de~~ a comparu le nommé NUBAHA, munyarwanda, préqua-
lifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali
 a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié (79-81 C.P. L.II)

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le septième jour du
 mois de janvier suppléant
 Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali
~~Juge de Police de~~

Attendu que le nommé NUBAHA
 est prévenu de vol qualifié
 et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
 qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

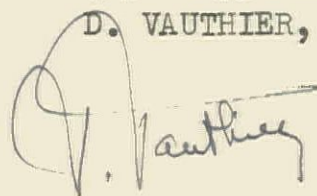
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé NUBAHA
 soit conduit et détenu à la prison de

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge. suppléant

D. VAUTHIER,



PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

Le dossier R.M.P. N° 2256/5

en cause de 1) *NUBANYA*

2)

3)

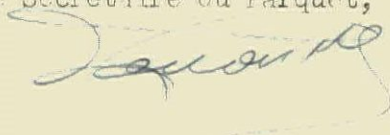
4)

5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Residence de*
RUANDA

Kigali, le *7* 1954.

Le Secrétaire du Parquet,



Signalement :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :.....

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Résidence du Ruanda à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

NDABAH, runyarwanda, muhutu, fils de Kanzahekera (dcd) et de Nyiranshekuye (dcd)
 originaire de la colline Muhungwe, chefferie Bushiru, territoire de Visenyi
 et résident à la colline Nyiryo, chefferie Ruhoma, territoire de Ruhengeri

prévenu de vol qualifié

infraction prévue par l'art. 70-61 C.D. I.II

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est
 passible d'une peine de plus de six ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

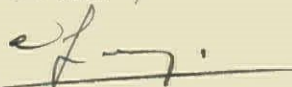
Mandons et ordonnons que le susdit NDABAHsoit arrêté et conduit à la maison centrale d'e Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 5 janvier 1952

L'Officier du Ministère Public.

CH. JACOB,



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

Réidence du Kaudanda
Gardienn de Rukhenger
Prison de Rukhenger

Extrait du Cahier des
Biens des Détenus

Remis au nommé: ALBAHA
les effets personnels suivants, déposés à la prison
de Rukhenger.

Reynes: L

Rukhenger le 4-4-52

Le GARDIEN de Prison
Thur-

RESIDENCE DU RUANDA
TERRITOIRE DE RUHENGARI

PRISON DE RUHENGARI.-

EXTRAIT DU CAHIER DES PUNITIONS.-

De nommé *NYUBAHA*

a subi pendant sa détention à la prison de Ruhengeri
les punitions suivantes:

jours de cachot: —

Fouet: —

privation de promenades: —

privation de visites: —

Motifs des punitions: —

Ruhengeri. le 4 janvier 1952.-

Le Gardien de prison

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné,..... *NEVEJANS D.*.....
..... *Gardien de Prison à Ruhengeri*.....
mandons Mr.le Gardien de la Prison de: *Ibizi*.....
de vouloir bien incarcérer les nommés: *NYUBAHA*

prévenus de: *Vol qualifié*

infraction prévue par:

mis en détention préventive depuis le *2-1-1952*
suivant pièce dont copie ci-jointe *dossier Pénitentiaire*

Ruhengeri, le *4 Janvier 1952.-*

LE GARDIEN DE PRISON,

D. NEVEJANS,

Escorte: *Le policier RUTANYA*

Témoins: *RWABUKUMBA capitaine*
Secrétaire indigène.

PROCES-VERBAL D'ARRESTATION D'UN INDIGENE.

ARTICLE 6.-

L'an mil neuf cent cinquante et deux le deuxième jour du mois de Janvier
Nous MEVEJANS D. Officier de Police Judiciaire à compétence générale
en territoire de Rukungeri Nous trouvant à Rukungeri avons en vue
de l'article 6 du Code de Procédure Pénale saisi le nommé ILIBAHHA
indigène du Congo Belge ou des Colonies voisines, de race Mungwana
Originaire du village Rukungwa
Sous-chef Nyamakwa
Chef idem
Territoire Kisingi
Père Nyanzegeza (dcd)
Mère Nyamakwa (dcd)
N° de la matricule (I)
formule dactyloscopique
inculpé de Vol qualifié

et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de
~~maximum~~ plus de deux mois de servitude pénale et qu'elle est
flagrante ou réputée telle,

ou

et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de
au moins six mois de servitude pénale et que nous avons recueilli des indices
sérieux de culpabilité qui se trouvent, actés, au procès-verbal ci-joint
nous avons fait conduire, escorté par les militaires

N° de la matricule; le dénommé
devant Monsieur le Juge de Police de Tribunal de Résidence à Tripoli

Je Jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,

(I) s'il s'agit d'un militaire)